(N° 21.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 JUILLET 1890.

Modification de quelques dispositions des lois électorales coordonnées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

MM. de Smet de Naeyer et Simons ont déposé le 16 juillet, un projet de loi se rapportant à quelques-unes des dispositions qui régissent les bulletins électoraux. Ce projet porte sur deux points, dont le premier forme l'objet de l'article 1^{er}, et le second celui de l'article 2. Il a reçu l'approbation des membres présents de la Commission à laquelle il a été renvoyé.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} prescrit que la case placée en tête des listes aura une surface au moins double de celle des cases réservées à la suite des noms des candidats.

Si l'on consulte les modèles joints à la loi du 9 juillet 1877, qui a introduit le mode de votation actuel, on voit que la case placée au-dessus de la liste y comportait une surface plus grande que celle placée à côté de chaque nom. Et cela est très rationnel. La case supérieure a cet avantage sur les cases latérales de permettre à l'électeur qui en fait usage de voter en faveur de toute la liste, en oblitérant le point blanc qu'elle renferme.

Il importe donc d'indiquer à l'électeur que l'usage des cases latérales

(1) Proposition de loi, n° 45.

(2) La Commission était composée de MM. WOESTE, président, DE SMET DE NAEYER, BARA, DE MALANDER, HOUZEAU DE LEHAIE et SIMONS.

n'entraîne pas les mêmes conséquences que l'usage de la case supérieure. On ne peut mieux marquer cette différence, qu'en leur donnant, ainsi que le faisait la loi de 1877, des dimensions différentes.

Si, postérieurement, on s'est écarté des prescriptions de cette loi, c'est vraisemblablement parce que la substitution du tampon à la croix a fait comprendre la nécessité de donner aux cases latérales une surface plus grande. Mais ce n'est pas une raison pour que les dimensions de la case supérieure ne soient pas augmentées proportionnellement. Le projet de loi propose de lui donner une surface au moins double. Le moyen le plus simple d'atteindre ce résultat sera d'assigner à chaque côté de cette case une longueur supérieure d'une moitié à celle des côtés des cases latérales.

Art. 2.

L'article 2 tranche dans le sens de l'affirmative la question controversée de savoir si des candidats se présentant ensemble, mais dont le nombre est inférieur à celui des sièges à conférer, ont droit à une colonne spéciale avec case supérieure et, le cas échéant, signe distinctif.

Nous disons : la question controversée. Cependant, si l'on s'en réfère aux discussions de la loi de 1877, il semble que la controverse ne pouvait surgir.

Dans la séance du 25 mai 1877, on discutait l'article 26 de la loi du 9 juillet 1877, devenu l'article 150 des lois électorales coordonnées et portant : « Si l'électeur veut donner son suffrage à tous les candidats d'une liste complète, il trace au crayon une croix dans la case réservée à cet effet en tête de la liste de ces candidats. »

L'échange de vues suivant intervint :

« *M. Wasseige.* — Si j'ai bien compris l'article nouveau de M. le ministre des finances, il y est parlé des électeurs qui voudront voter pour les candidats d'une liste complète. Le mot complète est de trop, ce me semble, car il peut y avoir des listes qui ne contiennent pas tous les noms et qui néanmoins sont des listes de parti.

« Je suppose qu'il y ait cinq candidats à élire, et que les catholiques n'en présentent que quatre.

« *M. Frère-Orban.* — C'est ce qu'on appelle la liste complète.

« *M. Wasseige.* — L'article nouveau doit être entendu dans ce sens; alors je n'ai plus rien à réclamer.

« *M. Malou.* — Le mot complète se trouve dans la disposition, parce que, dans le chapitre 1^{er}, on a fait partout la distinction nécessaire entre les listes complètes et les listes de candidats isolés. »

L'accord s'est donc fait lors de la discussion sur la portée de la loi, et dès lors on conçoit difficilement qu'un doute ait pu se produire. D'autre part, les modèles joints à la loi assignaient une colonne spéciale à une liste ne comprenant que 4 noms pour 9 sièges à conférer. Enfin, la loi du 16 mai 1878, qui a étendu aux élections provinciales et communales le mode

de votation prescrit par les Chambres par la loi du 9 juillet 1877, implique la même idée, puisque, dans son article 120 (devenu l'article 141 des lois électorales coordonnées), elle disposait, relativement aux élections provinciales : « La première colonne contient la liste où se trouve le nom qui est le premier selon l'ordre alphabétique, et ainsi de suite pour les autres listes complètes ou incomplètes. »

Il est donc permis d'affirmer que la circulaire du 4 octobre 1884 a mieux rendu la pensée de la législation en vigueur que celles des 7 octobre 1881 et 16 mai 1882.

Quoiqu'il en soit au surplus à cet égard, une controverse s'est produite. Suivant les localités, on accorde ou on refuse une colonne spéciale aux listes incomplètes. Ces appréciations contradictoires ne peuvent subsister ; on ne doit pas refuser aux uns ce qu'on accorde aux autres, et dès lors il ne s'agit plus que de savoir quelle règle doit être définitivement adoptée.

La Commission estime avec les auteurs de la proposition, qu'il faut accorder aux candidats se présentant ensemble, bien que ne formant qu'une liste incomplète, une colonne spéciale avec case supérieure et éventuellement signe distinctif.

Un principe certain, c'est qu'il convient de faciliter le vote de l'électeur, et on ne peut méconnaître que c'est le faciliter que de permettre à l'électeur de l'exprimer par un seul coup de tampon en faveur d'un groupe de candidats. Cela est d'autant moins contestable que souvent les partis présentent des listes incomplètes et que ceux qui appartiennent à un parti se contentent, souvent aussi, de voter en faveur de ces listes. D'un autre côté, mêler dans une colonne unique les candidats se présentant ensemble avec les candidats isolés, c'est dérouter l'électeur et susciter des erreurs presque inévitables.

L'électeur qui voudra porter son choix sur une liste incomplète pourra donc exprimer son vote en se contentant d'oblitérer le point blanc de la case supérieure de la colonne assignée à cette liste. Que s'il veut épuiser son droit de vote, il sera libre en outre de formuler dans les cases latérales des autres listes le nombre de suffrages qui lui conviendra, pourvu que ce nombre joint à celui des candidats formant la liste incomplète ne dépasse pas le chiffre de voix dont il peut disposer. Si le bulletin exprime, indépendamment du vote collectif en faveur des candidats d'une liste incomplète, un nombre de suffrages tel que l'électeur a porté son choix sur plus de candidats qu'il n'y a de membres à élire, il sera nul. Mais c'est là la règle générale, et si nous la rappelons, c'est uniquement pour constater qu'elle conservera toute sa force.

La rédaction proposée n'a donné lieu qu'à une seule observation. L'article 1^{er} renvoie aux modèles joints à la loi du 16 mai 1878, et l'article 2 aux lois électorales coordonnées. Ces dernières lois ont été partiellement modifiées par la loi du 21 mai 1884, et les modèles prévus par la loi du

[N° 21.]

(4)

16 mai 1878 remplacés par ceux ajoutés à la dite loi de 1884. En conséquence la Commission, tout en donnant son assentiment au projet de loi, vous propose de modifier de la manière suivante les articles 1 et 2 :

« ARTICLE PREMIER.

« Les instructions qui accompagnent les modèles n° II et n° III annexés à la loi du 21 mai 1884, modifiant la loi du 16 mai 1878, sont complétées par la disposition suivante :

(Le reste comme au projet.)

« ART. 2.

« A. Le deuxième paragraphe de l'article 133 des lois électorales coordonnées modifiées par la loi du 21 mai 1884, est remplacé par la disposition suivante :

(Le reste comme au projet.)

Le Président-Rapporteur,

CH. WOESTE.